

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 02 février 2014

N° 398

PRIX : 0,60 Euro

CENTRAFRIQUE



PRIS DANS LE BOURBIER, HOLLANDE

APPELLE L'ONU À LA RESCOUSSE

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Centrafrique : Pris dans le borbier, Hollande appelle l'ONU à la rescousse

Pages 3 à 5

Sénégal : -Le pillage de la mer et la complicité des pouvoirs locaux

-Une femme aux prises avec la justice

-Le patron de Walfadjri en garde à vue pour crime de lèse-majesté

Page 5 et 6

Mali : Hémorragie dans les rangs de l'opposition

-Grève du personnel de santé dans la région nord

Pages 7 à 9

Côte d'Ivoire : La société idéale selon le patron des patrons ivoiriens

- Cachez-moi cette misère que je ne saurais voir

-La CIE traque les branchements parallèles, les populations se révoltent

Pages 9 et 10

-Les firmes de l'agro-alimentaire devront rendre compte de leurs méfaits

ABONNEMENT

FRANCE : En tarif réduit

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy Cedex

CENTRAFRIQUE

PRIS DANS LE BOURBIER, HOLLANDE APPELLE L'ONU À LA RESCOUSSE

Le 22^{ème} sommet de l'Union Africaine (U.A) s'est tenu à Addis Abeba du 30 au 31 janvier. A la demande de la France, il s'est surtout penché sur la situation catastrophique en Centrafrique. A l'issue des travaux, il a été décidé de renforcer les troupes de la Misca, (la force africaine de la paix) et de prélever des fonds pour aider au rétablissement de la sécurité.

De son côté, le Conseil de sécurité de l'ONU a donné, le 28 janvier, son accord pour y envoyer une force européenne afin d'épauler les troupes françaises (la France ayant crié au secours) et la Misca à Bangui. Le gouvernement français voudrait bien que les autres pays européens lui viennent en aide, en argent ou en lui envoyant des soldats mais sous son commandement, ce que refuse par exemple l'Allemagne.

Le gouvernement français demande donc plus d'argent et plus de soldats. Pour quoi faire ? Loin de mettre fin à la violence des bandes armées qui terrorisent les populations, les troupes françaises ne font que de l'"interposition", c'est-à-dire qu'elles n'interviennent pas pour désarmer les bandes armées et mettre fin à leurs violences envers les populations mais seulement pour faire de la "dissuasion". Cela rappelle beaucoup les pratiques des casques bleus de l'ONU lors de la guerre civile en Côte d'Ivoire. Ils ne faisaient que regarder les massacres s'opérer devant eux sans secourir les populations victimes.

C'est ainsi qu'en Centrafrique, alors que les soldats français sont en place depuis longtemps et sont armés jusqu'aux dents, ils assistent presque les bras croisés à des tueries, des massacres et des pillages sans lever le petit doigt ; c'est ainsi aussi que dans l'indifférence totale, ils laissent crever de faim, de soif et de manque de médicaments, des réfugiés qui ont trouvé refuge dans un terrain vague, près de l'aéroport, non loin du lieu où s'est établi le contingent des troupes françaises.

La nouvelle présidente, Catherine Panza a cru que, en lançant un appel à la « réconciliation » et en mettant en garde les miliciens des deux bords, son message allait être entendu. Force est de constater que la situation ne fait plutôt que s'empirer. Car lorsque le sang a coulé ; lorsque les gens n'ont pas encore fini d'enterrer leurs morts, de les pleurer ; et que les rancœurs et l'esprit de vengeance animent encore les cœurs, il est difficile demander aux populations de pardonner, et de se réconcilier.

A Bangui, c'est toujours le chaos. Des miliciens, du nom de « anti-balaka », partisans du président déchu Bozizé et des ex-Seleca, rebelles favorables à Djotodia, président démissionnaire, continuent de s'affronter, même si ces affrontements ont diminué d'intensité. Tous les jours, on découvre de nouveaux cadavres ; les exactions et les pillages continuent ;

des populations continuent de fuir vers des camps des déplacés ou vers des pays voisins, le Tchad surtout. L'éloignement des troupes de l'ex-Selaca des deux casernes de Bangui où ils étaient consignés vers une autre caserne, n'a rien changé à la situation.

En province, des éléments de l'ex-Seleca, qui ont fui Bangui avec leurs armes, sèment la terreur et la mort. Ils se sont emparés de trois villes : Sibut, à 180 km de Bangui, Berbérati, à l'Ouest et Bocaranga, au Nord-ouest. Ainsi, l'insécurité qui régnait à Bangui a gagné l'intérieur du pays : tueries, pillages, exactions, viols. Les populations de ces villes ont commencé à fuir, les unes vers la brousse, les autres vers les institutions religieuses.

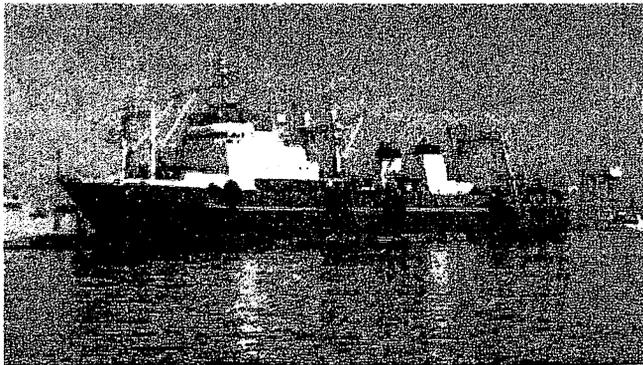
Des troupes françaises, derrière son sillage les soldats de la Misca, ont quitté Bangui pour la province pour faire croire que c'est pour affronter les ex-Seleca. Loin de faire régner la paix, les troupes françaises ne font que s'enfoncer, chaque jour un peu plus, dans le borbier centrafricain.

Que des gens continuent de mourir, que des milliers de personnes ont fui ou continuent de fuir, ce n'est pas le souci des dirigeants français. Ce qui compte pour eux, c'est d'être présent (depuis des dizaines d'années) en Centrafrique pour permettre à leurs capitalistes d'exploiter les ressources naturelles et d'exploiter la main d'œuvre locale.

SÉNÉGAL

LE PILLAGE DE LA MER ET LA COMPLICITÉ DES POUVOIRS LOCAUX

L'arraisonnement d'un chalutier russe pêchant illégalement au large des côtes sénégalaises, le 4 janvier dernier, a été une occasion pour le gouvernement sénégalais de faire tout un battage médiatique sur sa prétendue volonté de mettre fin au pillage des ressources halieutiques du pays.



Port de Dakar, 15 janvier 2014 : un bateau russe arraisonné

Ce n'est un secret pour personne que les côtes sénégalaises et mauritaniennes sont très riches en poissons et que depuis plusieurs décennies leurs ressources maritimes sont littéralement pillées par toute une flottille de pêche venant du monde entier.

La plupart des armateurs bénéficient d'une licence de pêche obtenue auprès des autorités en échange de bakchichs offerts à des personnes haut

placées ou à des intermédiaires qui se chargent de soudoyer la ou les bonnes personnes.

Le niveau de pillage des côtes sénégalaises est tel que les petits pêcheurs sénégalais ont de plus en plus de mal à trouver des bancs de poissons avec leur petites embarcations. Ils sont obligés d'aller de plus en plus loin, par conséquent de courir toujours plus de risques de chavirer à cause de la houle. Les accidents de pêche sont de plus en plus fréquents tandis que le prix du poisson sur le marché local est en constante augmentation. Les petites gens ne peuvent plus acheter du poisson pour leur "thieboudienne".

Cette raréfaction et ce renchérissement du prix du poisson sur le marché local a été constaté depuis les années 1990 et la situation n'a fait que s'aggraver.

Lorsque qu'Abdoulaye Wade est arrivé au pouvoir en 2000, il a fait beaucoup de cinéma sur la corruption qui régnait autour de l'attribution des licences de pêche et avait promis d'y mettre fin. Il a effectivement mis fin aux activités de quelques intermédiaires proches de l'ancien pouvoir de Diouf, mais en réalité il n'a fait que remplacer les anciens margoulins par de nouveaux venus de son camp.

Depuis que Macky Sall est arrivé au pouvoir, en 2012, il a entonné la même chanson en accusant le pouvoir de Wade d'avoir favorisé la pratique de la pêche illícite. Mais personne n'a oublié que Macky lui-même fut un proche de Wade; il a occupé le poste de ministre puis de Premier ministre sous Wade et à ce titre il fait partie de la liste de ceux qui se sont bien remplis les poches.

C'est tout à fait hypocritement que le nouveau ministre de la pêche de Macky Sall a fait semblant de découvrir que *"le Sénégal accuse un manque à gagner de 150 milliards de F CFA [environ 229 millions d'euros] par an à cause de la pêche illégale"*. A la suite de quoi il a annoncé qu'il allait renforcer la législation pour punir plus sévèrement les contrevenants.

Les nouvelles autorités vont faire semblant de faire le ménage dans l'administration

chargée de la pêche ainsi que dans les organismes chargés de la surveillance des chalutiers au large des côtes. Elles vont arrêter peut-être quelques brebis galeuses et surtout enlever des mains de l'ancien clan la manne des activités de la pêche pour les céder aux proches du nouveau pouvoir. Quelques-uns vont être poursuivis en justice pour faire croire à la population qu'il n'y aura plus de passe-droit et de bakchichs. Mais dans le fond rien ne changera en dehors de quelques noms qui seront remplacés par d'autres. A chaque "alternance" cela s'est passé ainsi.

La population, elle, continuera de souffrir de la cherté du poisson sur le marché local et de la cherté de la vie en général, car le pouvoir de Macky n'est que la continuation des pouvoirs précédents, exclusivement au service des classes possédantes et soucieux avant tout de faire main basse sur les caisses de l'Etat.

SÉNÉGAL

UNE FEMME D'AFFAIRES AUX PRISES AVEC LA JUSTICE

Une femme d'affaires, Aida Ndiongue, est en détention provisoire, accusée d'usage de faux et d'escroquerie portant sur les deniers publics. Cette ancienne sénatrice, membre du PDS d'A.Wade, posséderait 48 milliards de Francs CFA (72 millions d'euros). Elle posséderait aussi diverses sociétés, de l'argent liquide et des bijoux pour une valeur de 15 milliards (23 millions d'euros). Elle est soupçonnée de s'être enrichie en

profitant d'un programme gouvernemental de construction et de rénovation des bâtiments publics du temps du pouvoir de l'ancien président Wade.

Tous ces gens à la tête de l'État veulent nous faire croire tout au long de leur carrière qu'ils travaillent pour le bien du pays et de la population. En réalité, pendant ce temps, ils dilapident les caisses de l'État.

LE PATRON DE WALFADJRI EN GARDE À VUE POUR CRIME DE LÈSE MAJESTÉ



Un numéro du quotidien paraissant à Dakar

Le patron de presse du groupe Walfadjri, Sidy Lamine Niass, a été placé en garde à vue depuis le 31 décembre. Il est accusé de « troubles à l'ordre public et offense au chef de l'État » au cours d'une interview à la télévision.

Lamine Niass affirme, dans cette interview sur sa propre chaîne de télévision, détenir des « preuves de l'enrichissement illícite » de Macky Sall. Le patron de Walfadjri est un patron de poids dans les médias. Il possède plusieurs stations de radio, une chaîne de télévision et un journal quotidien. Il est bien connu par le public sénégalais comme celui qui n'a pas sa langue dans la poche. Il lui arrive de critiquer avec une certaine virulence les dirigeants

au pouvoir. Mais Macky Sall n'a pas apprécié ces accusations et l'a enfermé.

Macky Sall, au cours de son investiture, a fait étalage de son patrimoine. Il a une maison aux États-Unis, une autre au Canada, plus de 30 voitures, sans compter ce qu'il possède au Sénégal, au Cap Vert et en France. Le Président a tenté de prendre les devants pour que, par la suite, il puisse bien sûr se prétendre bon dirigeant en s'attaquant à ceux qui ont dilapidé les caisses de l'État au cours de la présidence d'Abdoulaye Wade : en l'occurrence, entre autres, le fils de ce dernier, Karim Wade.

Pendant que la population pauvre se démène dans la lutte pour la survie, ceux qui se relayent au pouvoir ne savent plus quoi inventer pour dépenser l'argent qu'ils ont amassé au cours de leur carrière. Ce que le patron de Walfadjri a révélé n'est pourtant que la partie visible de l'iceberg, et pour cela il se retrouve en cabane.

Malgré l'étiquette de "démocratie" ou de "liberté" dont se parent les dirigeants au Sénégal, les mœurs politiques évoqueraient plutôt celles d'une "république bananière"

SÉNÉGAL

UNE DÉMAGOGIE SUR LA BAISSÉ DES LOYERS

Macky Sall a fait voter au parlement une loi pour soi-disant faire baisser les loyers des logements. Selon le type d'habitation, la baisse serait de 4 à 29%, à compter de février 2014. Personne ne sait si cette loi sera vraiment appliquée par les propriétaires immobiliers et par les agences immobilières qui ont multiplié leurs profits ces dernières années. Selon les chiffres officiels le prix des loyers à Dakar a augmenté de plus de 250% en moyenne ces dix dernières années. C'était sous la présidence de Wade mais il

ne faut pas oublier que Macky Sall fut ministre et même Premier ministre sous Wade.

Aujourd'hui, il fait semblant de s'émouvoir sur la cherté des loyers pour les couches populaires. Ce sont des larmes de crocodile. Le simple vote d'une loi réglementant les loyers ne changera rien à la vie quotidienne des petites gens. C'est seulement sur leur mobilisation et sur leur lutte que les travailleurs peuvent compter pour combattre la misère et la vie chère.

MALI

HÉMORAGIE DANS LES RANGS DE L' "OPPOSITION"

A peine la nouvelle Assemblée nationale vient-elle de s'installer que de nombreux députés élus sous l'étiquette de l' "opposition" ont rejoint les rangs de la "majorité gouvernementale". C'est en effet de ce côté-ci qu'il y a le plus à manger. Des journalistes maliens ont cité le cas d'un député du PDES qui aurait rejoint le camp gouvernemental pour une somme de 20 millions de francs Cfa. Le Parena et le Cnid ont déjà perdu chacun deux députés. Au total, il y aurait

déjà 10 députés qui ont changé de camp quelques jours après leur élection.

Ce n'est pas là un phénomène nouveau au Mali. Les députés et les politiciens se comportent comme des moutons. Ils vont brouter là où l'herbe est plus grasse. Eux-mêmes ils appellent cela la "transhumance". Actuellement c'est chez IBK qu'il y a à manger, hier c'était chez ATT. La mangeoire se déplace, les moutons suivent.

UNE JUSTICE AUX ORDRES

L'ex-capitaine Sanogo, devenu général par la grâce de Dionkouda Traoré, a été arrêté en décembre dernier avec une trentaine de ses amis accusés de meurtres et de tortures. On a découvert un charnier contenant plusieurs dizaines de

cadavres Le nouveau président Ibrahim Boubakar Keita (IBK) avait déclaré qu'il n'y aurait plus d'impunité au Mali. Mais les amis de Sanogo ont tous été libérés après six semaines de détention. Il n'y a même pas eu un semblant de procès. C'est ce

qui s'appelle "justice sommaire" ! Peut-être que demain c'est le juge qui a osé mettre Sanogo aux

arrêts qui se retrouvera sous les verrous!

MALI

UN PARCHUTE DORÉ POUR LE FILS DU NOUVEAU PRÉSIDENT

Karim Keïta est le fils d'IBK. A 34 ans, il vient de faire son entrée dans l'Assemblée nationale après avoir été désigné comme candidat du parti de son père. Ce parachutage d'un fils à papa rappelle curieusement l'histoire d'un autre Karim au Sénégal. Il s'agit du fils de l'ancien président Wade. Il a cumulé tellement de postes ministériels sous la présidence de son père que les sénégalais lui avaient donné le sobriquet de "ministre de la terre et du ciel". Il se voyait déjà le

successeur désigné de son père à la présidence. Hélas pour lui, les choses ont mal tourné. Aujourd'hui il est en prison, accusé de corruption et de détournement de l'argent de l'Etat.

Karim Keïta, le fils du président malien, rêve peut-être déjà de porter la couronne et de résider au palais de Koulouba. Il n'a qu'à demander à Karim Wade des conseils pour y parvenir.

GRÈVE DU PERSONNEL DE SANTÉ DANS LA RÉGION NORD

Les employés des hôpitaux et des centres de soins des villes du Nord du Mali (Tombouctou, Gao, Ménaka, Ansongo, Bourem) se sont mis en grève le 29 janvier. Ils réclament le versement d'une prime pour tous. Lorsque ces villes étaient occupées par des djihadistes, de nombreux employés avaient fui pour éviter de subir la violence de ces bandes de barbares fanatiques de la charia.

Lorsque, après l'intervention des troupes françaises, ces villes ont été remises sous l'autorité de l'Etat malien, celui-ci avait promis une prime de 250 000 Francs Cfa à chaque employé qui regagnerait sa place pour que les

centres de soins puissent fonctionner. Ceux qui sont revenus ont effectivement touché cette prime. Mais qu'en est-il de tous ceux qui sont restés sur place durant la domination des islamistes? Ils n'ont pas eu droit à cette prime et estiment à juste titre qu'ils devraient eux aussi la percevoir.

Après une grève de 48 heures qui a été largement suivie, les grévistes ont repris le travail et attendent une réponse favorable des autorités. Sinon ils ont averti qu'ils reprendront le chemin de la lutte pour que la prime soit versée à tous, sans exception.

TCHAD

LES TRAVAILLEURS DU SECTEUR PÉTROLIER EN GRÈVE

Des travailleurs du secteur pétrolier de Moundou et de Bongor, dans le Sud, ont décidé d'élire leurs délégués pour leur permettre de mener des luttes de façon légale. Mais la direction refuse de reconnaître leurs représentants. Alors, le 17 janvier dernier, ils se sont mis en grève de trois jours reconductibles, pour revendiquer, outre la reconnaissance des délégués, l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, une revalorisation de salaires qu'ils

ont déjà réclamée et le départ de certains directeurs qui sont contre la mise en place d'un syndicat.

Au troisième jour de grève, la direction a accepté de négocier, et les grévistes ont provisoirement suspendu leur mouvement. On ne sait pas la suite du conflit mais les travailleurs ont raison de vouloir s'organiser pour lutter.

CÔTE D'IVOIRE

LA SOCIÉTÉ IDÉALE SELON LE PATRON DES PATRONS IVOIRIENS

Jean Kacou Diagou, le président du patronat ivoirien, a déclaré récemment que « *quand l'entreprise gagne c'est la société qui gagne, c'est l'économie qui gagne, c'est le pays qui gagne* ». C'est la grande "philosophie" de tout capitaliste qui se respecte : ce qui compte le plus, c'est la quantité de profits qu'il amasse.

Et le travailleur dans tout cela ? Eh bien, il doit se contenter de 60.000 Fr par mois ! Que ce salaire ne lui permette pas de se nourrir

correctement, de payer son loyer, de scolariser et soigner ses enfants, en un mot de vivre dans des conditions décentes, là n'est vraiment pas le problème de ce monsieur et des exploiters de son espèce. Ils peuvent exploiter et mépriser en toute impunité les travailleurs et leurs familles tant qu'ils ne rencontrent pas une vraie réaction de la classe ouvrière. Mais lorsque celle-ci commencera à s'organiser et à réclamer son dû avec énergie, la peur changera de camp.

ILS PEUVENT PROFITER EN TOUTE TRANQUILITÉ DE L'ARGENT DE LEUR RAPINE !

Les banques Suisses viennent de débloquent 10 milliards de francs appartenant à 4 personnes proches de Gbagbo. On apprend aussi par ailleurs que quelques 35 milliards de francs CFA avaient été déjà débloqués peu avant par ces mêmes banques, en faveur de 79 autres personnes proches de l'ancien pouvoir. Ce qui fait un total de 45 milliards pour 83 personnes, soit une moyenne de plus de 540 millions de francs par personne. Cela représente 753 ans de salaire d'un travailleur payé à 60.000 Fr ! Et ce n'est là qu'une partie de l'argent provenant des détournements des caisses publiques, de la corruption et autres magouilles, déposé en Suisse. Et ce pays est loin d'être le seul "paradis fiscal" !

Du coup Gossio, ex-patron du port d'Abidjan, qui avait en son temps financé l'armement des miliciens de Gbagbo et qui avait décampé au Maroc, est aussi revenu par la grande porte, à l'invitation de Ouattara. Il a eu droit à la salle d'honneur de l'aéroport d'Abidjan. Il demande, lui aussi, le déblocage de tous ses comptes bancaires. Il paraît qu'il reprendra même du service au port ! Tant pis pour ceux que lui et ses comparses ont entraînés dans la mort et dans la souffrance. Non seulement il va bénéficier d'une impunité mais en plus il retrouvera une place à la mangeoire !

CACHEZ-MOI CETTE MISÈRE QUE JE NE SAURAI VOIR !



Une station de taxis Woro-Woro à Abidjan

La gare de Woro-woro (taxis collectifs) de Cocody Saint Jean a été évacuée et les petits

commerçants installés autour de cette gare ont été chassés manu militari par les forces de l'ordre. Des FRCI et des policiers font aussi le guet pour empêcher le stationnement des Woro-woro aux alentours de la Cité Rouge.

Le maire de la commune a profité de l'organisation du forum "*Investir en Côte d'Ivoire*", qui devait se tenir non loin de là, à l'Hôtel Ivoire, pour chasser les taxis communaux et les petits commerçants des lieux. Le site de l'ancienne gare a été clôturé.

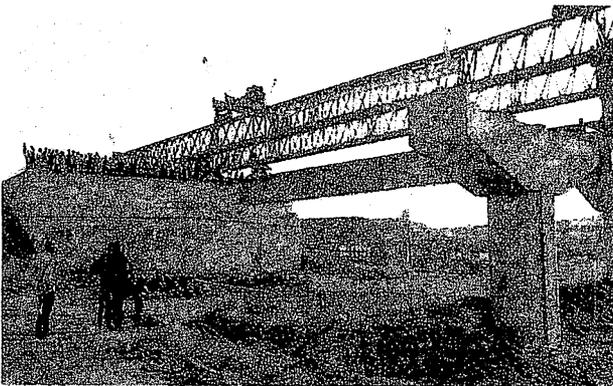
En attendant, les Woro-woro essayent tant bien que mal de se recréer une autre gare, en

jouant à cache-cache avec la mairie et les policiers. Ce sont les usagers qui en souffrent, ceux dont la bourse ne leur permet pas de se déplacer en taxi compteur et qui trouvaient là un moyen abordable de pouvoir se déplacer. Maintenant c'est une tracasserie pour trouver un taxi.

Pour le maire et les tenants du pouvoir, les petites gens qui ont recours aux Woro-woro pour se déplacer comptent zéro par rapport aux riches investisseurs qui occupent l'Hôtel Ivoire. Ils ont donc décidé d'éloigner tous ces petites gens afin de ne pas gâcher le paysage aux alentours de ce forum de riches.

CÔTE D'IVOIRE

SANS UN COUP DE COLÈRE DES TRAVAILLEURS IL N'Y AURA PAS D'AUGMENTATION DES SALAIRES



une vue partielle du chantier du 3ème pont d'Abidjan

Le gouvernement a annoncé le passage du smig de 36.000F à 60.000f et promis son application au plus tard fin janvier. Les travailleurs qui s'attendaient à la fin de ce mois de janvier à voir l'augmentation sur les salaires sont déçus. Les patrons se sentent tellement en position de force qu'ils ne se voient pas obligés d'appliquer la petite augmentation salariale qui ne leur coûte pas grand-chose en réalité, comparé à l'énorme profit qu'ils engrangent grâce à notre travail.

De Filtisac, en passant par Uniwax, Darling, Copaci, etc, aucune augmentation n'a été accordée. A Filtisac par exemple, les patrons prétextent que le gouvernement doit leur donner

des compensations sous forme d'exonérations d'impôts avant d'augmenter les salaires. A Uniwax, l'augmentation a simplement été reportée. A Darling, on n'en parle même pas. Dans chaque entreprise, les patrons trouvent des arguments pour esquiver la question.

Les patrons narguent ainsi les travailleurs, uniquement parce qu'ils ne s'attendent pas, en tout cas pas aujourd'hui, à une réaction vigoureuse de la part de ceux-ci.

Ils ne donnent jamais une augmentation "cadeau". Si les travailleurs veulent améliorer leur sort, il faudra une forte mobilisation capable d'entraîner une partie importante du monde du travail. Autrement, il n'y aura jamais rien pour les travailleurs.

LA CIE TRAQUE LES BRANCHEMENTS PARALLÈLES LES POPULATIONS SE RÉVOLTENT !



Un de nombreux quartiers précaires d'Abidjan

Certains quartiers précaires des communes de Cocody et d'Adjamé sont, depuis le début de l'année, la cible de la CIE. Des agents de cette compagnie d'électricité accompagnés d'éléments des FRCI font des descentes musclées dans ces quartiers pour traquer ceux qui pratiquent des branchements électriques parallèles.

Le 31 janvier, les populations du quartier du Zoo, ne pouvant plus supporter qu'on vienne leur couper le courant, ont manifesté contre les agents de la Cie et les FRCI venus dans leur

quartier. Ceux-ci ont pris la fuite de peur de se faire lyncher par la population en colère.

Selon un des porte-parole des habitants concernés, si leur quartier n'est pas électrifié cela n'est pas de leur faute, car ils ont entrepris toutes les démarches possibles pour bénéficier d'un branchement, mais tous les efforts fournis ont été vains. Lorsqu'ils ont approché le service commercial de la Cie, les responsables leur ont demandé de payer une somme de plus de cinq millions pour procéder à l'installation des

poteaux électriques. Le porte-parole a répondu que même s'ils réunissent tous leurs salaires pendant trois mois, ils ne pourront pas avoir une telle somme.

Les autorités publiques et Bouygues (l'actionnaire principal de la CIE) ne font pas d'investissements pour étendre le réseau d'électricité aux quartiers pauvres. Quoi d'étonnant alors si les habitants sont contraints de se débrouiller comme ils peuvent (parfois au péril de leur vie) pour avoir du courant chez eux?

LES FIRMES DE L'AGROALIMENTAIRE DEVRONT RENDRE DES COMPTES POUR LEURS MÉFAITS



Afrique : enfant travaillant dans une plantation de cacao

Selon le magazine "agro-media", les fournisseurs et fabricants de cacao : Nestlé, Cargill et Archer Daniels Midland (ADM) sont accusés par trois Maliens aidés par des ONG, d'avoir été complices de traite d'enfants. Entre l'année 2007 et l'année 2013, 300 000 à un million d'enfants auraient été enrôlés au Mali et au Burkina Faso par des réseaux de trafiquants sans scrupule, pour servir de main d'œuvre très bon marché voire gratuite, dans les champs de cacao situés en Côte d'Ivoire mais aussi au Ghana.

Ces faits ne sont pas nouveaux mais jusque-là la justice américaine refusait de recevoir ce genre de plainte en prétextant que les faits se sont déroulés hors des frontières des USA. Cette même plainte avait été rejetée en 2010 pour cette même raison. Ce n'est que depuis décembre 2013 qu'elle a été considérée comme recevable.

Les firmes incriminées nient les faits. Nestlé par exemple qualifie ces accusations, d'« allégations ». Les plaignants devront prouver devant la justice américaine que ces groupes ont

sciemment enfreint les lois internationales. Cela ne sera pas facile car ces trusts de l'agroalimentaire ont d'énormes moyens pour exercer des pressions sur les tribunaux et même sur les Etats qui du reste n'ont pas grand-chose à leur refuser. Certains dirigeants africains ou leur « première dame » font même du zèle. C'est ainsi que Dominique Ouattara, l'épouse du dirigeant ivoirien se déplace parfois vers tel ou tel village pour inaugurer une école dont la construction aurait été assurée grâce aux fonds mis à sa disposition par Nestlé.



Indonésie : ramassage de fruits par une petite fille

Face à cette tentative de procès, les dirigeants de ce groupe ont récemment déclaré que d'ici 2017 ils ont l'« intention » de construire 46 écoles dans les régions cacaoyères. Même si ces écoles voyaient le jour, ce qui est loin d'être le cas, ça ne réussira jamais à cacher ni à faire oublier aux travailleurs de toute cette région de l'Afrique, sur quelle base les propriétaires de ces entreprises ont bâti leurs fortunes. Cette déclaration sera comprise pour ce qu'elle est : un paravent méprisant destiné à occulter des pratiques inavouables.

Les dirigeants des grandes puissances font à longueur de temps des discours pompeux sur leur prétendue volonté de "faire respecter les droits de l'homme" surtout lorsqu'il s'agit de dirigeants de pays qui ne sont pas à leur solde. Ils n'hésitent pas parfois à envoyer leur bombardier pour faire respecter leur ordre aux quatre coins du monde. Mais quand il s'agit de leurs propres trusts qui bafouent les droits humains, qui exploitent directement ou indirectement des hommes, des femmes, voire des enfants dans des conditions dignes de l'esclavage, là ils ferment les yeux, car il n'est pas question pour eux de mettre des bâtons dans les roues de leurs propres capitalistes.

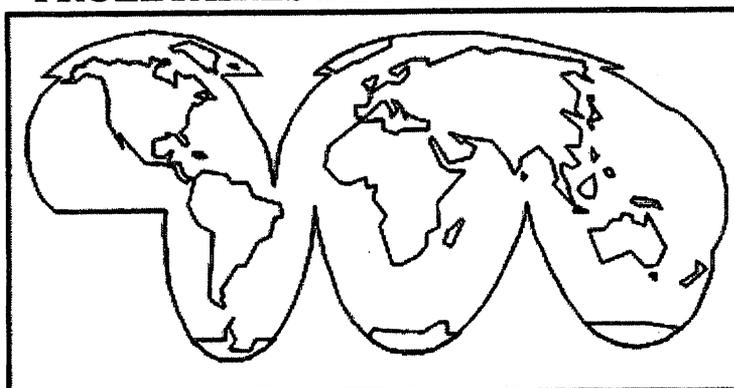
Combien de femmes, d'hommes, de vieillards et d'enfants, auront été sacrifiés victimes d'accidents consécutifs aux conditions déplorables de labeurs, aux longues et harassantes journées à trimer, sans pouvoir se nourrir convenablement ni étancher sa soif avec une eau potable ? Même à l'heure actuelle des familles entières sont réduites à dormir dans des abris constitués par eux-mêmes de branchages sommaires à l'intérieur-même des aires de

plantation. Combien sont victimes de piqures d'insectes tels que les moustiques vecteurs de paludisme quand ce n'est pas de serpents venimeux ? Quels seront dans dix ou vingt ans les conséquences des pulvérisations de pesticides sur les plantes et autres produits dont on sait pertinemment qu'ils sont très dangereux pour la santé des travailleurs qui les manipulent sans protection et respirent les émanations toxiques responsables de cancers ?

Les porte-parole des victimes qui saisissent actuellement la justice, même si celle-ci est une justice de classes aux mains de la première puissance capitaliste du monde, ont cependant raison de porter plainte. Il faut que le tribunal puisse servir au moins de tribune pour dénoncer cette traite des temps modernes.

La classe ouvrière du monde entier fera payer aux capitalistes ces actes. Tôt ou tard les travailleurs réussiront par leur organisation et leur force collective à renverser ce système inhumain et à jeter les bases d'une nouvelle société débarrassée de toute forme d'exploitation à commencer par celle des enfants.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.